

FICHE 1

Pour le désarmement et la paix

La CGT Finances propose

La CGT propose de faire échec à la résolution par la guerre de la crise systémique du capitalisme en agissant en faveur du désarmement, de la paix et de la solidarité internationale entre les peuples et de leur rapprochement.

Pour cela, la CGT, fidèle au principe fondateur de l'Organisation internationale du travail (OIT, créée en 1919) selon lequel « Une paix universelle et durable ne peut être fondée que sur la justice sociale. », participe à toutes les actions sincères en faveur de la paix et du désarmement, dénonce tout financement en faveur des guerres d'agression, des génocides et des crimes de guerre, ainsi que toutes les tentatives et interventions impérialistes de déstabilisation de nations souveraines, et milite pour la sortie de l'OTAN.

Ce qui existe aujourd'hui

À la faveur de l'agression russe contre l'Ukraine, les dirigeants occidentaux accélèrent la transition de l'appareil productif vers l'économie de guerre. Les profits générés par l'industrie de l'armement proviennent de commandes étatiques, ceci au détriment des besoins de la population en matière de salaires et de services publics.

La France, deuxième exportatrice mondiale d'armement et détentrice de la force de frappe nucléaire, fait valoir sa position au sein du bloc impérialiste euro-atlantique en contestant le leadership américain sur l'OTAN. Cette position jusqu'au-boutiste et guerrière est lourde de menaces pour les travailleurs.

Cette situation est utilisée par les dirigeants français pour promouvoir la construction d'une « Europe de la défense ». Il faut au contraire développer les coopérations pour une culture de paix qui favorise le vivant : les capacités humaines, l'emploi et l'écologie, et qui soit un pont avec les peuples du Sud global, au lieu des pratiques néocoloniales et sous-impérialistes actuelles.

Les moyens pour y parvenir

Refuser toute coupe dans les services publics ou la protection sociale pour accroître le budget des armées.

Faire le choix d'une économie de paix. Nationaliser les industries d'armement au sein d'un pôle public de défense démocratique et agir pour reconvertir les activités exportatrices au service des besoins humains. Pas de profit sur la guerre.

Réaffirmer la mission essentielle de défense des frontières nationales par l'armée française.

Transformer les dépenses militaires en dépenses de véritable défense et non de projection à l'extérieur, pour permettre une véritable sécurité collective. Les interventions de l'armée française hors de France ne doivent avoir lieu que dans le strict respect du droit international (opérations de maintien de la paix de l'ONU, etc.) et sur décision du Parlement. À ce titre, les décisions de la Cour pénale internationale doivent être respectées et appliquées.

Promouvoir les politiques de coopération économique mutuellement avantageuses entre les nations, augmenter massivement et sans contrepartie politique l'aide au développement pour les pays les moins avancés.

Agir pour le respect du droit international, la résolution pacifique des conflits sur le fondement de la Charte des Nations unies et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. La France doit faire face à ses obligations internationales dans ses territoires d'Outre-mer, particulièrement à Mayotte et en Kanaky.

Mobiliser les travailleur·euses en faveur du désarmement nucléaire. La France doit participer aux protocoles de révision du traité de non-prolifération (TNP) et ratifier le traité d'interdiction des armes nucléaires (TIAN).

Lutter contre les alliances militaires impérialistes : sans attendre leur dissolution, la France doit se retirer de l'OTAN, dénoncer le leurre d'une « Europe de la défense » et œuvrer à un nouvel ordre économique (et politique) international.

Lutter contre la criminalisation des militant·es pour la paix, notamment celles et ceux qui luttent contre la politique coloniale et génocidaire du gouvernement israélien.

Enfin, eu égard au génocide en cours dans la bande de Gaza perpétré par les autorités israéliennes, ainsi qu'à la colonisation de la Palestine et de nombreux pays voisins, aux agressions multiples et répétées dans la région par le gouvernement israélien, la fédération des finances CGT rejoindra la campagne Boycott Désinvestissement Sanctions (BDS).